



NON AUX LICENCIEMENTS A CITROËN-AULNAY

Ça y est : la direction de Citroën croit tenir sa revanche à Aulnay contre les travailleurs qui, le printemps dernier, avaient sérieusement mis à mal « le baigne Citroën » et « la dictature CSL ». Depuis, leur organisation et leur force s'étaient sérieusement confirmées : 58,03% à la CGT aux élections de délégués du personnel en juin dernier, 60,7% à celles du CE en décembre. Or, lundi 7 février, Citroën a frappé un grand coup : déjà 15 mises à pied en vue de licenciements, et 15 autres prévues, parmi elles, celle du secrétaire syndical Akka Ghazi et d'autres responsables, délégués du personnel CGT. Tous les « mis à pied » sont immigrés.

Pour justifier son mauvais coup, la direction Citroën invoque les « incidents » survenus le 2 février dans l'usine. L'affaire a été rondement menée. La version « direction-CSL » des faits semble communément admise comme vraie. Et pourtant, aucune accusation « direction-CSL » n'est établie; de plus, il y a eu d'étranges coïncidences ce 2 février : les « incidents » à peine engagés, les SAMU sont sur place pour les « blessés »; les « blessés » à peine arrivés à Villepinte que la télé s'y trouve; et pourtant, sur 17 prétendus « blessés », un seul est admis à l'hôpital... Enfin, l'atelier théâtre des incidents est l'un des derniers fiefs de la CSL dans l'usine. Ça pue le coup monté à plein nez, cette affaire du 2 février! Voilà huit mois que la direction multiplie les provocations vis-à-vis des travailleurs et encourage des sabotages pour dénigrer la CGT*. Alors? Pour conclure à la responsabilité de qui que ce soit, encore faudrait-il mettre en place la commission d'enquête demandée par la CGT ou aurait-il fallu s'informer auprès de l'inspectrice du Travail d'Aulnay.

Rien n'a été fait en ce sens. Au contraire. Le ministre du Travail est monté en première ligne, reprenant à deux reprises la thèse « direction-CSL » ni plus ni moins et encourageant par ses paroles les licenciements éventuels. Le premier ministre, par ses propos à l'encontre des travailleurs immigrés « manipulés » dans l'automobile, n'a-t-il pas lui aussi autorisé de fait cette répression à leur encontre à Citroën? Du coup, avec de tels arrières, la direction de Citroën joue sur du velours et ses sbires peuvent filtrer les entrées et multiplier les provocations. De deux choses l'une : ou bien Jean Auroux est mal informé, ou bien il parle sciemment et c'est encore plus grave. Il ne suffit pas d'être l'auteur d'un rapport sur les droits des travailleurs : encore faut-il se battre pour qu'ils soient effectifs et que l'arbitraire patronal ne soit pas maintenu sous couvert des « intérêts de l'entreprise ». A Citroën, il y a toujours deux camps, celui de la direction, celui des travailleurs. Jean Auroux, ce début février 83, a mal choisi le sien. Pour tous ceux qui, au printemps dernier — et Jean Auroux était de ceux-là — ont soutenu les travailleurs de Citroën pour plus de liberté et de dignité, il n'y a qu'une seule voie aujourd'hui : exiger la suppression des licenciements à Aulnay.

Camille GRANOT

*Christian Bonin, secrétaire du CE d'Aulnay, nous en faisait part fin décembre (Cf. *Travailleurs* n°5).

L'austérité n'est pas fatale

Quelques jours après les déclarations d'Edmond Maire sur la nécessité d'un second plan de rigueur, Michel Rocard se fait le chantre de l'austérité pour les travailleurs dans son interview à *L'Expansion*. Tour à tour, il préconise la baisse du pouvoir d'achat, la diminution des charges des entreprises, la réduction de l'augmentation des dépenses maladie, le combat contre toute forme de protectionnisme, le partage du travail et des revenus entre les travailleurs...

Le tout au nom de la « situation », de la « prévision économique », de la « lucidité », du « courage », du « réalisme », de la « vérité ». Autant de termes qui visent à faire croire qu'il n'y a pas d'autre solution que de prendre en compte la crise et de se serrer la ceinture en attendant des jours meilleurs. « Je ne vois pas comment nous pourrions éviter la baisse du pouvoir d'achat, le temps de rééquilibrer notre balance des paiements » — c'est-à-dire jusqu'en 1985 selon les prévisions les plus optimistes — précise dans ce sens Michel Rocard.

Il est bien vrai que la soumission aux lois du système capitaliste et impérialiste, à la suprématie du dollar, à la concurrence acharnée entre les différents pays et groupes pour rechercher le profit maximum, à la course effrénée à la rentabilité ne peut qu'amener à conclure : « La France dépense trop et il est urgent d'y remédier. » La promesse d'une correction des inégalités n'intervient que dans le partage des sacrifices que tous les travailleurs devraient accepter faute de pouvoir faire autrement.

Faire autrement est pourtant possible autant que nécessaire : s'attaquer au cancer économique, commercial et financier du marché mondial, contrôler les changes, taxer lourdement les mouvements spéculatifs et la fuite des capitaux, pratiquer de nouvelles relations avec le Tiers Monde, contrôler les marges et les plus-values à tous les niveaux. Une telle logique, engageant une autre sortie de la crise, rompant avec le critère du profit maximum, l'exploitation des travailleurs et du Tiers Monde, correspond à la défense de leurs intérêts immédiats comme à long terme et répond à leurs aspirations. La logique du capital et l'austérité pour les travailleurs n'ont rien de fatal.

BLOC-NOTES

• Le 4 février, nous avons reçu réponse d'une lettre envoyée le 1^{er} décembre dernier par Pierre Bauby, au nom du Secrétariat du PCML, au président de la République concernant la livraison d'une deuxième centrale nucléaire à l'Afrique du Sud (cf. *PCML-Flash* n°15). Dans cette lettre, Pierre Bauby se disait « profondément choqué que l'éventualité d'une telle livraison puisse être envisagée par le gouvernement car cela va à l'encontre des engagements, pris avant mai 81, de réviser les rapports de la France avec l'Afrique du Sud ». Dans la réponse faite au nom du président Mitterrand, il est indiqué « le gouvernement français n'a été saisi d'aucune demande de ce type de la part des autorités sud-africaines et l'inquiétude que vous manifestez est donc sans objet ». Dont acte.

• Vendredi 4 février 83, devant l'Ambassade du Paraguay, une centaine de personnes se sont rassemblées pour protester contre la répression qui dure depuis plus de trente ans dans ce pays. Il y avait des représentants des « Droits sociaux de l'homme », du « Comité Paraguay », de la « Commission paraguayenne de solidarité humaine », de l'« Accord national », du PS et du PCML. Une délégation composée de Pierre Bercis (DSH), Ruben Bareiro-Saguier (écrivain), représentant l'Accord national, Diego Baez frère de Margarita Baez, et des représentants du PS et du PCML tenta de rencontrer l'ambassadeur, mais celui-ci était absent... pour cause de plébiscite. A cette occasion, fut remise une liste de plusieurs centaines de signatures demandant la libération de Margarita Baez et de tous les

prisonniers politiques au Paraguay (Cf. *PCML-Flash* n°9 et 16).

• Le 4 février 1983, Pierre Bauby a envoyé à la presse un communiqué qualifiant les déclarations de Jean Auroux à propos de Citroën-Aulnay d'« inacceptables », Jean Auroux allant jusqu'à encourager le licenciement de militants de la CGT et des poursuites judiciaires à leur rencontre.

• Dans *Le Monde* daté du 5 février, page 8, une information erronée concernant les municipales à Bayonne a été publiée dans la rubrique « D'une ville à l'autre ». Il y est écrit en effet, qu'une troisième liste de gauche serait constituée par le PCML. Or, à Bayonne, le PCML participe à la liste de gauche « Bayonne, Equipe nouvelle » (dirigée par Nicole Péry, socialiste), par la présence de Victor Pachon, membre du PCML et militant associatif des locataires (voir *Travailleurs* n°6).

• *Travailleurs* n°6 fait état de la liste d'union de Dammarie-les-Lys à laquelle participe notre parti. Cette liste était menée par Robert Laporte, militant du PCF, qui vient de décéder. La section du PCML de Dammarie a transmis un message à la section du PCF de Dammarie indiquant : « Nous sommes tous bouleversés par la disparition de Robert Laporte survenue en pleine lutte communale contre la droite, où nous avons particulièrement apprécié son souci de pluralisme. Nous transmettons nos plus sincères condoléances à sa famille et à ses camarades de parti. »

Ecole publique :

OPERATION VERITE

Le C.N.A.L. (Comité national d'action laïque) présentait le 3 février l'« opération vérité » en cours autour de l'enseignement public. Avec la campagne forcenée de la droite pour l'école qu'on dit « libre », « on commençait à atteindre l'overdose ». « Au milieu du déluge, des vociférations, il fallait rappeler que l'école laïque existe, montrer ce qu'elle est. »

Environ soixante départements avaient déjà fourni des remontées d'une multitude d'initiatives démontrant « l'extrême richesse des pratiques d'ouverture des services de l'Éducation nationale », initiatives dans lesquelles s'impliquent une grande diversité d'associations. « Spontanément, tout ce qui constitue l'école laïque s'est mis en marche. C'est une

vague en train de s'enfler. »

De ces initiatives, de nombreux exemples ont été donnés, allant de l'exposition à l'animation de rue, de l'opération portes ouvertes à la participation à une radio locale, du débat à la manifestation sportive... En cours ou planifiées, jusqu'au mois de juin, ces actions décentralisées constituent cette « opération vérité », qui ne prétend pas nier les insuffisances (bien au contraire, il faut des réformes) mais veut montrer l'école publique telle qu'elle est, avec sa capacité d'aller de l'avant, de s'adapter, comme l'organisme vivant qu'elle est : une réponse à l'offensive de la droite sur l'école privée, tout en refusant « d'entrer dans une logique d'affrontement ».

IL N'EST JAMAIS TROP TARD...

Klaus Barbie, le boucher de Lyon, l'homme aux milliers de morts, le SS.272/284, est incarcéré à la prison de Montluc à Lyon dans les lieux-mêmes où il tortura à mort enfants, adultes juifs, résistants et patriotes. 10 000 arrestations, 1 046 fusillés, 6 000 morts ou disparitions, tels sont les chefs d'inculpation. Beaucoup de temps est passé, il est vrai. Mais il n'est jamais trop tard pour le triomphe de la justice. C'est justice de faire le procès de l'idéologie nazie, du gouvernement de Vichy, de crimes et criminels inqualifiables. Il est justice aussi que le peuple français, notamment sa jeunesse, sache son histoire. Il n'est jamais trop tard, mais cette remarque en appelle une autre. Par quels complicités, silences, abandons, autant de temps fut-il nécessaire pour extraire et incarcérer ce criminel ? Ici, il faut rendre hommage au courage du nouveau gouvernement de La Paz. On l'oublie trop dans la presse française.

Abonnement à PCML Flash
un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et Travailleurs mensuel
un an : 150,00 F — 6 mois : 80,00 F

Municipales :

LES « PETITES FORMATIONS » A L'ANTENNE ?

La Haute autorité de la Communication audiovisuelle vient de faire parvenir aux présidents des chaînes de radio-télévision ses recommandations pour la campagne électorale des municipales. Parmi celles-ci, « les petites formations présentes dans la campagne doivent pouvoir bénéficier d'un accès à l'antenne », ce qui n'était pas le cas jusqu'ici. De telles dispositions qui ne devraient d'ailleurs pas être limitées aux campagnes électorales répondent à nos nombreuses démarches depuis la constitution de la Haute autorité. Nous souhaitons que ces recommandations deviennent effectives ; pour notre part, nous y apporterons notre concours.

LE PCML ET LES MUNICIPALES

Conférence de presse
avec Pierre BAUBY,
membre du Secrétariat politique

Mardi 15 février — 11 heures

Club Presse et Médias
Palais des Congrès (Porte Maillot)